



CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE LA PREVENTION SPECIALISEE

2026-2030

ENTRE

L'AHAPS

ET

Le Département de la Seine-Maritime

ET

Les communes du Havre, Montivilliers, Bolbec

VU :

Le Code de l'Action Sociale et de la Famille (CASF), notamment ses articles L. 313-11 et suivants L. 313-12-4 et R.314-39 à R.314-43-1 ;

La loi n°2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;

La loi n° 2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants ;

La circulaire n° DGCS/SD5C/2013/300 du 25 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens prévu à l'article L. 313-11 du Code de l'Action Sociale et de la Famille ;

L'instruction DGCS/SD5C/2017/96 du 21 mars 2017 relative à la mise en œuvre de l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le contenu du cahier des charges du Contrat d'objectifs et de moyens (CPOM) prévu au IV ter de l'article L. 313-12 du CASF et à l'articulation avec le CPOM prévu à l'article L. 313-12-2 du même code ;

La délibération n°0.4 du 1^{er} juillet 2021 du Conseil Départemental portant délégation à la commission permanente ;

La délibération du Conseil Départemental n°1.1 du 7 décembre 2023 relative à l'adoption du Schéma Unique des Solidarités 2023-2027 ;

La délibération du Conseil Départemental n°1.2 du 22 février 2024 relative à l'adoption de la feuille de route Enfance-Famille 2024-2028 et au plan d'actions RDPPE ;

La délibération de la Commission permanente du Département de la Seine-Maritime n°
du 2026 ;

L'arrêté d'autorisation du Président du Conseil Départemental de la Seine-Maritime du gestionnaire ;

ENTRE :

Le **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SEINE-MARITIME**, représenté par son Président, Monsieur Bertrand BELLANGER, Sis Hôtel du Département – Quai Jean Moulin – CS 56101 – 76101 ROUEN CEDEX,

Également désigné ci-après « **le Département** » ou « **l'autorité de tarification** »

ET :

L'AHAPS, représentée par son Président, Monsieur Bernard ANDRIEU, sis 32 rue Pierre Brossolette au Havre.

Également désignée ci-après « **l'organisme gestionnaire** »

ET :

Les Communes de :

LE HAVRE, représentée par son Maire, Monsieur Edouard PHILIPPE, en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 2026, sis 1517 place de l'Hôtel de Ville au Havre ;

MONTIVILLIERS, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme DUBOST, en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 2026, sis 7 Place François Mitterrand à Montivilliers ;

BOLBEC, représentée par son Maire, Monsieur, Christophe DORE, en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 2026, sis 9, square Général Leclerc à Bolbec.

Également désigné ci-après « **les communes** »

Le DEPARTEMENT, les COMMUNES et l'ORGANISME GESTIONNAIRE sont ci-après désignés individuellement « **la partie** » et collectivement « **les parties** ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Sommaire

I. Périmètre et objectifs du Contrat	5
ARTICLE 1. Identification de l’organisme gestionnaire et périmètre des activités couvertes par le CPOM	5
ARTICLE 2. Bilan et diagnostic partagé	8
ARTICLE 3. Objectifs fixés dans le cadre du CPOM	8
ARTICLE 4. Moyens dédiés à la réalisation du CPOM.....	9
ARTICLE 5. Autres stipulations financières	11
II. La mise en œuvre du Contrat	11
ARTICLE 6. Suivi et évaluation du Contrat	11
6.4.1 En cas de renouvellement du Contrat.....	13
6.4.2 En cas de non-renouvellement du Contrat	13
ARTICLE 7. Révision du Contrat.....	14
ARTICLE 8. Date d’entrée en vigueur et durée du Contrat.....	14
ARTICLE 9. Résiliation du Contrat	15
ARTICLE 10. Traitement des litiges	15
ARTICLE 11. Liste des annexes au CPOM	15
Annexes	16

I. Périmètre et objectifs du Contrat

Le Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) vise à mettre en œuvre les politiques publiques nationales et Départementales et s'attache à organiser des réponses qui tiennent compte des enjeux identifiés en matière de prévention spécialisée.

Ainsi en tant que chef de file des politiques d'action sociale et compétent en matière de protection de l'enfance, le Département de la Seine-Maritime élabore et met en œuvre le Schéma Unique des Solidarités. À ce titre, le Département de la Seine-Maritime définit la politique de la prévention spécialisée.

La prévention spécialisée a pour finalité de prévenir la marginalisation et de favoriser l'insertion et la promotion sociale des jeunes et des familles, dans les territoires où se manifestent des risques d'inadaptation sociale.

Elle repose sur un socle de principes fondamentaux qui définissent son cadre éthique et professionnel :

- La libre adhésion des jeunes et des familles à la relation éducative ;
- L'absence de mandat nominatif ;
- Le respect de l'anonymat et de la confidentialité ;
- La non-institutionnalisation des actions éducatives ;
- Le travail en partenariat.

Ainsi, la prévention spécialisée met en œuvre des modalités d'intervention spécifiques, adaptées aux réalités de terrain notamment :

- Le travail de rue et la présence sociale dans les espaces publics avec des horaires parfois atypiques ;
- L'accompagnement social et éducatif individualisé ;
- Les actions collectives à visée éducative, sociale et citoyenne ;
- Les actions collectives de quartier favorisant le lien social et la participation des habitants ;
- Ainsi que toute autre forme d'intervention innovante ou partenariale permettant de répondre aux objectifs de prévention spécialisée et de soutien à la jeunesse.

En concertation avec les communes signataires, qui portent et s'engagent ainsi de manière volontariste dans la prévention spécialisée, le Département de Seine-Maritime habilite les structures publiques ou privées à intervenir sur des territoires déterminés au titre de la prévention spécialisée.

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DE L'ORGANISME GESTIONNAIRE ET PERIMETRE DES ACTIVITES COUVERTES PAR LE CPOM

1.1 Présentation de l'organisme gestionnaire

Organisme gestionnaire	AHAPS
Adresse	32 rue Pierre BROSSOLETTE 76600 le Havre
Téléphone	02 35 53 17 27
Mail	direction@ahaps.fr
Statut juridique	Association Loi 1901
Numéro SIREN	31335126400137
Représentant juridique	Bernard ANDRIEU
Catégorie juridique	Association déclarée / petite ou moyenne entreprise

1.2 Périmètre des activités couvertes par le CPOM

L'organisme gestionnaire intervient sur les territoires des communes du Havre, Montivilliers et Bolbec.

L'implantation de l'équipe de prévention spécialisée peut évoluer à l'appui d'une évaluation des interventions existantes, d'un diagnostic de territoires, d'un nouveau Contrat de commune, d'une évolution des quartiers prioritaires de la politique de la commune (QPV). Le Comité de suivi CPOM définira annuellement les quartiers concernés pour l'année suivante pour les interventions des professionnels de la prévention spécialisée. (L'annexe 2 indique les quartiers concernés)

Objet et principales activités de l'AHAPS

Historique, objectifs et valeurs :

5 Octobre 1973 Création de l'association AHAPS.

De 1982 à 2004 Création des équipes de prévention spécialisée ; Mise en place de chantiers d'insertion au titre du RMI ; Ouverture d'une structure d'hébergement temporaire et d'une pension de famille ; Arrivée du Foyer des Fauvettes.

De 2005 à 2018 Reprise de l'activité de Prévention Spécialisée sur Bolbec ; Ouverture du Point accueil Ecoute Jeune ; Création du Service d'Accompagnement Social et d'Insertion en Milieu Ouvert avec Hébergement ; Arrivée du Pôle ressource ; Arrivée de l'Association Foyer Féminin par une convention de gestion ; Arrivée du COBASE ; Arrivée de l'Association Foyer Féminin, Etablissements Escale et Centre Parental Azur.

A partir de 2018 Refonte du projet associatif, des projets d'établissements, de services et des différents pôles. Mise en perspective des nouveaux projets à venir.

UN ANCRAGE TERRITORIAL

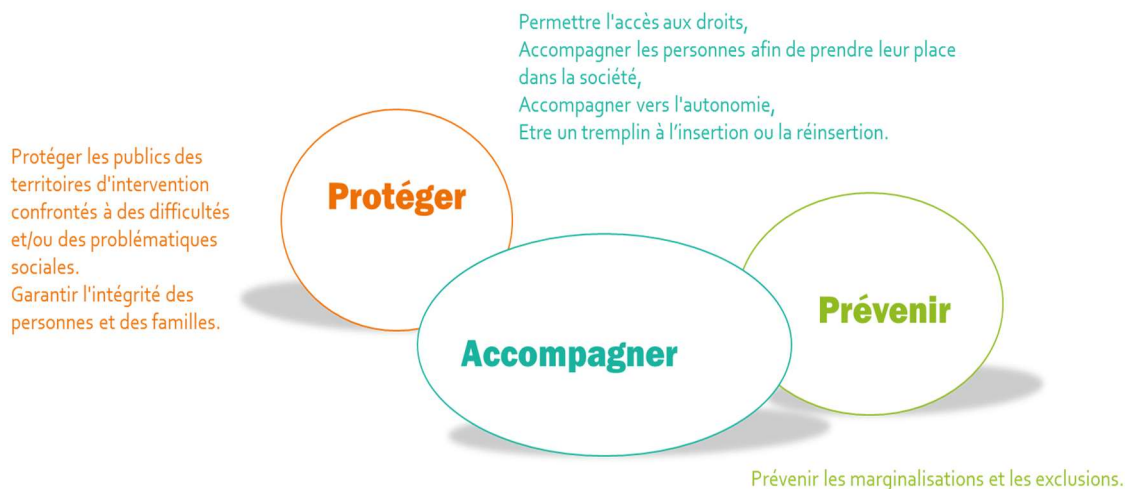
L'AHAPS confirme sa volonté à ancrer son action et son organisation sur le bassin de vie de l'arrondissement du Havre, c'est à dire les agglomérations du Havre, de Bolbec-Lillebonne-Port Jérôme-sur-Seine et de Fécamp sans pour autant refuser toute réponse dont l'action territorialisée nécessiterait une approche plus large.

UNE ASSOCIATION MILITANTE

- L'AHAPS est une association militante. Elle réunit des personnes d'horizons divers qui, bénévolement, s'engagent à participer, à mettre en place et assumer des actions pour permettre aux personnes en difficultés sociales de toutes natures de prendre ou reprendre leur place dans notre société.
- L'association ne relève d'aucun engagement politique ou confessionnel, elle est laïque, et c'est en toute indépendance qu'elle affirme son positionnement à partir des valeurs qui sont les siennes.

Lignes directrices du projet porté par l'AHAPS :

L'AHAPS aujourd'hui, fondements et dynamique associatives

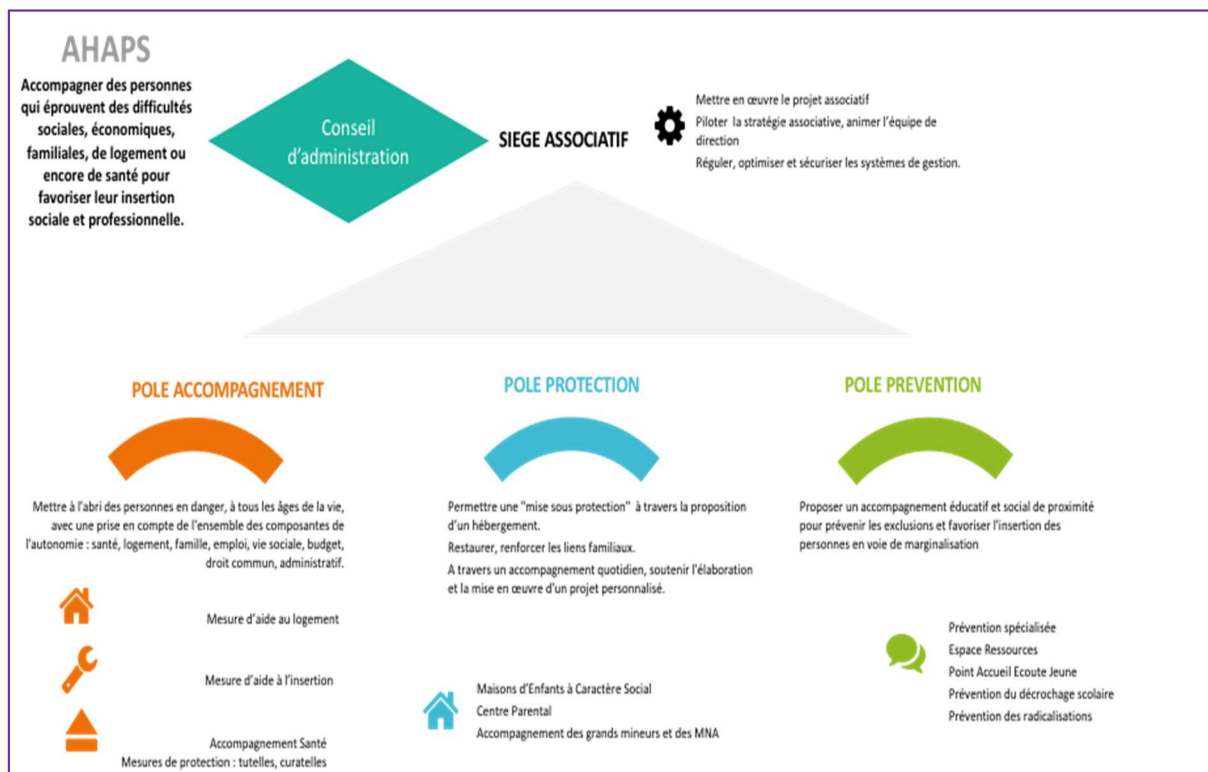


Pour toutes ces missions, nous défendons un principe de proximité.

Cette proximité doit être utilisée pour permettre à chacun des bénéficiaires en difficultés sociales de recevoir l'aide et/ou le soutien dont ils peuvent avoir besoin dans trois grands domaines :

- ▶ Celui qui contribue à développer et renforcer l'individu, sa propre personnalité afin qu'il puisse assumer le plus largement possible ses responsabilités ;
- ▶ Celui permettant à chacun de développer son environnement social, qu'il soit d'abord familial mais aussi avec les autres et dans lequel il peut se situer, échanger et participer ;
- ▶ Celui devant conduire à l'insertion professionnelle afin qu'il puisse avoir sa place dans la construction de la société par l'échange et ainsi subvenir à ses besoins par les ressources dégagées.

DIFFERENTS POLES ORGANISES POUR REpondre AUX MISSIONS



Organigramme (voir annexe 5) 17 ETP dont 1 ETP directeur, 2 ETP chefs de service et 14 éducateurs

Le présent CPOM ne préjudicie pas à l'application des dispositions relatives aux obligations des structures liées à la procédure d'autorisation et aux missions des structures au service de la protection de l'enfance tel que le prévoit le Code de l'Action Sociale et de la Famille et, notamment, au respect des conditions d'organisation et de fonctionnement.

ARTICLE 2. BILAN ET DIAGNOSTIC PARTAGE

Le Département de la Seine-Maritime, en lien avec les représentants des organismes gestionnaires d'un service de prévention spécialisée et des communes concernées, a élaboré un référentiel de la prévention spécialisée, 2010-2014. Ce référentiel fixe le cadre juridique, les objectifs de la prévention spécialisée. Il précise aussi les modalités d'intervention et d'évaluation.

Les orientations Départementales et un diagnostic partagé a été réalisé durant l'année 2025, il est annexé au Contrat (annexe 1).

ARTICLE 3. OBJECTIFS FIXES DANS LE CADRE DU CPOM

Le CPOM établit les objectifs concertés entre les parties. Ces objectifs sont en nombre limité afin de permettre à l'organisme gestionnaire d'y répondre pleinement pendant la durée du Contrat.

Le nombre et la nature des objectifs sont conformes à une évaluation de la capacité de l'organisme gestionnaire à mettre en œuvre l'ensemble des actions nécessaires à leur atteinte, en rapport avec les moyens dédiés à la réalisation du CPOM.

Les objectifs, ainsi que les actions qui y sont attachées, sont énoncés dans les fiches actions dédiées et annexées au présent CPOM (annexe 3) et ci-après synthétisés (ci-après respectivement les « **objectifs** » et les « **fiches actions** »).

Ces objectifs traduisent la volonté commune des parties d'amélioration continue de la qualité d'accompagnement éducatif des jeunes, dans le respect de leurs droits et libertés.

L'organisme gestionnaire s'engage à poursuivre la réalisation des objectifs et à s'inscrire dans la mise en œuvre des fiches actions.

Les objectifs à réaliser pour le CPOM 2026-2030 sont précisés dans 7 fiches action.

Pour les fiches action numérotées 1, 2, 3 et 6 sur les pratiques professionnelles (ouverture ; vulnérabilité ; espace numérique ; partenariat), les organismes gestionnaires seront contributeurs au pilotage de la réalisation des fiches action.

Concernant les fiches action 4, 5 et 7 (rapport d'activité ; référentiel ; gouvernance), elles seront pilotées par le CD76 ou co-pilotées avec les parties prenantes.

- Premier objectif : Promouvoir les actions de la prévention spécialisée comme facilitateur d'une **ouverture** citoyenne, culturelle et sociale des jeunes ;
- Deuxième objectif : Améliorer le repérage et l'orientation des jeunes en situation de **vulnérabilité** ;
- Troisième objectif : Adapter les pratiques professionnelles à l'évolution des besoins du public : ouverture à l'**espace numérique** ;
- Quatrième objectif : Harmoniser et actualiser **les rapports d'activité** ;
- Cinquième objectif : Refondre **le référentiel** Départemental de la prévention spécialisée ;
- Sixième objectif : Établir une cartographie des **partenariats** de la prévention spécialisée ;
- Septième objectif : Consolider l'implication des acteurs de la prévention spécialisée dans la **gouvernance** Départementale et territoriale ;

ARTICLE 4. MOYENS DEDIES A LA REALISATION DU CPOM

4.1 La dotation globale annuelle versée par le Département de la Seine-Maritime

Le CPOM comprend les données précises sur les moyens dont dispose l'organisme gestionnaire pendant cinq ans.

Un budget base zéro transmis par l'organisme pourra être annexé au présent CPOM, il fera apparaître le budget global, comportant la dotation du Département et la dotation de chacune des trois communes.

L'organisme gestionnaire transmet à l'autorité de tarification les documents obligatoires selon le mode de fonctionnement défini entre les parties :

- Soit en budget prévisionnel (BP) / comptes administratifs (CA) conformément aux R314-3 et R314-49 du Code de l'Action Sociale et de la Famille ;
- Soit en état prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD) / état réalisé des recettes et des dépenses (ERRD) comme l'indique l'article R314-22 du CASF.

Sur la période du CPOM, il pourra être étudié par l'organisme les conditions nécessaires afin de programmer un passage en EPRD.

Sur la base du budget autorisé et en contrepartie des services effectués au titre de la prévention spécialisée, le Département de la Seine-Maritime attribue une dotation financière à l'organisme gestionnaire (déduction faite de toutes les autres recettes).

La dotation annuelle de base financée par le Département pour l'AHAPS est de **1 131 392,28 €** pour 2026 (base 2025). Elle est la base reconductible pour les années futures.

En application de l'article R. 314-40 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, la dotation globale annuelle mentionnée ci-dessus est actualisée chaque année au maximum du taux annuel d'évolution des dépenses globales sous réserve du vote du Département.

4.2 Modalités de versement de la dotation annuelle par le Département de la Seine-Maritime

Pour le Département, sur la base du montant fixé à l'article 4.1, le versement de cette tarification sera effectué par acomptes mensuels d'un douzième, au plus tard le 10 de chaque mois.

Le versement aura lieu sur le compte de l'organisme gestionnaire dont le RIB a été communiqué au Département. L'organisme gestionnaire informera ce dernier, sans délai, de toute modification de ses coordonnées bancaires et lui communiquera le nouveau RIB.

4.3 La participation des communes et modalité de versement

La participation de chacune des communes est fixée par la délibération du Conseil municipal dans la limite des crédits votés.

Les communes s'engagent à verser leurs participations en un versement annuel, ou en deux acomptes et un solde, ou selon toute autre modalité de versement organisé entre chaque commune et la structure.

Le versement aura lieu sur le compte de l'organisme gestionnaire dont le RIB a été communiqué à chaque commune. L'organisme gestionnaire informera ce dernier, sans délai, de toute modification de ses coordonnées bancaires et lui communiquera le nouveau RIB.

L'engagement financier de chacune des communes pour l'organisme gestionnaire évoluera selon les orientations budgétaires votées par le Conseil municipal. La somme des montants des participations des trois communes à destination de l'AHAPS ne pourra être inférieure à 10% de la dotation annuelle allouée par le Département à la structure en charge de la prévention spécialisée.

4.3 Dotation complémentaire : subvention

Plusieurs sources de subvention peuvent être mobilisées en complément des dotations annuelles du Département et des communes.

En cas de subvention perçue au titre de la prévention spécialisée, l'organisme gestionnaire en informera les parties selon le cadre réglementaire (selon le format BP-CA ou EPRD-ERRD).

4.4 Les règles de détermination et d'affectation des résultats

Le CPOM fixe les modalités d'affectation des résultats en lien avec ses objectifs.

Les résultats réalisés sur la période d'application du CPOM sont laissés à la disposition de l'organisme gestionnaire pour la partie Départementale.

L'organisme gestionnaire décide librement de l'affectation du résultat qui découlera de la consolidation de ses différents ESSMS dans le respect des règles fixées à l'article R. 314-51 du Code de l'Action Sociale et de la Famille.

Toutefois, le Département conserve la possibilité de réformer ce résultat conformément à l'article R. 314-52 du Code de l'Action Sociale et de la Famille en cas de dépenses manifestement étrangères par leur nature ou par leur importance et qui ne sont pas justifiées par les nécessités de la gestion normale de l'établissement.

L'affectation du résultat suivra les principes suivants :

- En cas de résultats excédentaires en cours du Contrat : l'organisme gestionnaire est libre d'affecter à la fin de chaque exercice ses résultats excédentaires, sous réserve d'atteinte des objectifs annuels attendus. L'organisme gestionnaire devra veiller à affecter cet excédent :
 - A la réduction des charges d'exploitation de l'exercice au cours duquel il est constaté, ou de l'exercice qui suit ;
 - Au financement des mesures d'investissement ;
 - Au financement de mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices suivant celui auquel le résultat est affecté ;
 - A la réserve de compensation des déficits ;
 - A un compte de réserve de trésorerie, dans la limite de la couverture du besoin en fonds de roulement ;
 - A un compte d'excédent affecté à la compensation des charges d'amortissement des équipements, agencements et installations de mise aux normes de sécurité.
- En cas de résultats déficitaires en cours du Contrat : le déficit devra être couvert en priorité par une reprise sur le compte de réserve de compensation.

4.5 État des réserves et suivi

Après affectation des résultats par l'organisme gestionnaire, comme mentionné dans l'article 4.3, l'organisme gestionnaire devra informer les parties de l'affectation.

ARTICLE 5. AUTRES STIPULATIONS FINANCIERES

5.1 Assurance-responsabilité

L'organisme gestionnaire doit pouvoir annuellement justifier de ses Contrats d'assurances qu'il s'agisse de sa responsabilité civile, de la couverture des dirigeants, salariés ou bénévoles dans l'exercice de leurs fonctions, et des assurances dommages pour l'ensemble de ses biens mobiliers et immobiliers.

5.2 Gestion des ressources humaines

L'organisme gestionnaire s'engage à informer le Département des mouvements de personnel, en particulier dans le cadre formalisé CA/BP ou EPRD/ERRD prévu à cet effet.

Il met en œuvre les moyens nécessaires dans le cadre de l'application de son propre protocole social. Les avantages octroyés par accords internes et extra conventionnels seront à la charge de l'organisme gestionnaire et non financés par la dotation globale annuelle.

Les avantages octroyés dans le cadre de mesures nationales gouvernementales et ou de mesures Départementales viendront en sus de la dotation globale annuelle, sous couvert d'une validation par l'assemblée Départementale de la Seine-Maritime.

II. La mise en œuvre du Contrat

ARTICLE 6. SUIVI ET EVALUATION DU CONTRAT

Le suivi du présent Contrat aura lieu dans le cadre du dialogue de gestion annuelle, qui sera l'occasion d'aborder l'avancement du CPOM et de ses objectifs notamment concernant l'activité. Il permettra d'évoquer les résultats et avancées mais aussi d'échanger sur les éventuelles problématiques rencontrées. L'organisme en charge de la prévention spécialisée présentera :

- Comment l'organisme participe et s'implique dans la formalisation des travaux des fiches actions ;
- L'avancée de la mise en place des objectifs, s'appuyant sur les indicateurs validés lors des travaux CPOM pour chacune des 7 fiches actions (selon la planification de l'annexe 4). Un document de suivi établi par l'organisme devra être transmis préalablement au comité de pilotage CPOM.

6.1 Documents à produire en cours de Contrat

Pour le suivi de la réalisation des objectifs prévus dans les fiches actions, l'organisme gestionnaire s'engage à fournir les documents suivants :

Au plus tard le 30 avril de chaque année :

- Une synthèse de l'année (N-1) du suivi de la réalisation des objectifs fixés par le présent Contrat, au regard notamment des indicateurs fixés ;
- Le rapport d'activité ;
- Le rapport annuel de la prestation du présent Contrat ;
- Les documents budgétaires et financiers visés à l'article 4 conformément aux obligations légales et réglementaires.

6.2 Composition, objectifs et réunion du comité de pilotage territorial CPOM

Le comité s'assure du pilotage et de la bonne exécution du Contrat au niveau local, il s'agit du comité de pilotage territorial inscrit dans le référentiel de la prévention spécialisée.

Il est composé des représentants des parties, ainsi répartis (*liste non exhaustive*) :

- Pour le Département :
 - o Directeur d'UTAS ;
 - o Professionnels d'UTAS ;
 - o Elus ;
 - o Référent établissement de la DEF/SOQRATE ;
 - o Chargé de mission référent prévention spécialisée.
- Pour la Commune :
 - o Professionnels en charge de la prévention spécialisée ;
 - o Elus.
- Pour l'Organisme gestionnaire :
 - o Direction ;
 - o Président du CA ;
 - o Professionnels de la prévention spécialisée.

La réunion du Comité de pilotage territorial du CPOM permettra de faire un bilan périodique de la réalisation des objectifs du Contrat tels que fixés dans les fiches actions et de procéder, au besoin, à un réajustement, notamment concernant l'implantation dans certains quartiers des actions de prévention spécialisée (voir annexe 2).

Un compte rendu partagé du Comité de pilotage territorial, dont la rédaction est visée entre les parties et validé par le DUTAS, permet de rendre compte des échanges et ajustements nécessaires pour répondre aux enjeux territoriaux.

Les membres de cette instance peuvent être présents dans les groupes de travail qui auront la mission de mettre en œuvre certaines fiches actions citées en annexe, et pourront ainsi en rendre compte lors du comité de pilotage territorial.

6.3 Composition, objectifs et réunion de l'instance de dialogue de gestion CPOM

Cette instance pilotée par la Direction Enfance Famille (DEF) se réunit a minima chaque année.

Il est composé des représentants des parties, de la façon suivante (*liste non exhaustive*) :

- Pour le Département :
 - o Directeur Enfance Famille ou son adjoint en charge de l'Aide Sociale à l'Enfance ;
 - o Directeur d'UTAS ;
 - o Chef de service du SOQRATE ou son adjoint ;
 - o Référent établissement du SOQRATE ;
 - o Chargé de mission référent Prévention Spécialisée.
- Pour la Commune :
 - o Professionnels en charge de la prévention spécialisée.
- Pour l'Organisme gestionnaire :
 - o Direction ;
 - o Professionnels de la prévention spécialisée.

Sur la base du document de suivi transmis par l'organisme gestionnaire, le dialogue de gestion aura pour objectif de valoriser les points suivants :

- Examiner la trajectoire de réalisation des objectifs fixés dans les fiches actions, sur la base du bilan d'étape proposé par l'organisme gestionnaire qui intégrera des éléments permettant d'apprécier la qualité du service ;
- Évaluer et ajuster les objectifs opérationnels sur les différents secteurs d'intervention (annexe 2)
- Valoriser les résultats obtenus et les efforts engagés ;
- Signaler les difficultés ou les retards pris et arrêter les mesures correctrices.

Un compte rendu partagé du dialogue de gestion, dont la rédaction est proposée par le Département, sera validé entre les parties.

- **Sur la dernière année d'exécution du CPOM**, un comité décisionnaire consacré au bilan se tiendra au plus tard le 1^{er} octobre en vue de préparer la suite du présent Contrat.
Le comité de pilotage examinera alors les résultats obtenus par l'organisme gestionnaire sur la base d'un bilan établi par ce dernier.

6.4 Renouvellement du Contrat

6.4.1 En cas de renouvellement du Contrat

Le Comité de pilotage établira des propositions de priorités et d'objectifs pour le nouveau CPOM tenant compte du bilan final. Ce bilan final servira de référence si renouvellement du présent CPOM et alimentera le diagnostic.

6.4.2 En cas de non-renouvellement du Contrat

Ce cas implique le retour au régime de droit commun de la tarification.

Un Comité de pilotage dédié au bilan du présent Contrat se tiendra au cours de l'année N+1 (suivant la fin du Contrat).

Il est enfin prévu qu'une ou des réunions du Comité de suivi ou de pilotage supplémentaire(s) pourra (pourront) être envisagée(s), à l'initiative de l'une ou plusieurs des partie(s), notamment pour statuer en cas de difficultés identifiées pendant la durée du Contrat, ou afin d'anticiper sa prorogation ou son renouvellement.

6.5 La prise en compte des circonstances imprévisibles ou exceptionnelles

Chaque partie signataire doit saisir le Comité de pilotage lorsque des circonstances font peser un risque fort sur les conditions d'exécution du Contrat, tant du point de vue des objectifs que des moyens.

La partie souhaitant saisir les membres du Comité de pilotage le fait de manière circonstanciée, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou tout autre moyen permettant d'attester que la saisine a bien été portée à la connaissance des destinataires.

À compter de la date de réception de cette saisine, les membres du Comité de pilotage disposent de deux mois pour convenir, par tout moyen approprié, des suites à donner à la saisine.

6.6 Évaluation du Contrat et contrôle

En dehors des autres stipulations prévues au sein du présent article « Evaluation du Contrat et contrôle », l'organisme gestionnaire rendra compte à la demande de la commune ou du Département des actions relatives aux objectifs confiés par celle-ci.

L'organisme gestionnaire s'engage à tenir immédiatement informer le Département de toute situation dont il est saisi et relevant de l'information et/ou de l'intervention des autorités de tarification.

Par ailleurs, le Département pourra procéder à tout contrôle ou investigation qui relève de sa prérogative au titre de la législation et de la réglementation en vigueur.

L'organisme gestionnaire s'engage alors à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'autorité de tarification compétente de la réalisation des objectifs définis au présent Contrat, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives, de la bonne application des textes légaux et réglementaires, des procédures assurant le contrôle et l'évaluation.

Les personnes ou les services désignés à cet effet par le Département seront notamment chargés de vérifier l'utilisation annuelle de la dotation globale annuelle sur le plan qualitatif et quantitatif, de demander des explications sur les éventuels décalages entre les missions confiées et les objectifs réellement atteints. Ce contrôle sera notamment établi au vu des indicateurs présents dans les fiches actions annexées et faisant suite également aux travaux pour mettre en place les 7 fiches actions répertoriées en annexe 3.

ARTICLE 7. REVISION DU CONTRAT

Les parties peuvent convenir d'une révision du CPOM, compte tenu des conclusions du Comité de pilotage.

Cette révision prend la forme d'un avenant au CPOM.

Par ailleurs, le contenu des objectifs du présent Contrat pourra être révisé par avenant, sur décision du Comité de pilotage, à titre indicatif :

- Modification du mode d'actualisation ou du montant de l'enveloppe de crédits dévolue à l'autorité de tarification pour les catégories d'établissements concernées par le CPOM ;
- Modification de l'environnement des établissements et services concernés par le Contrat ;
- Changement du périmètre du CPOM en cours d'exécution par l'intégration ou le retrait d'établissement(s) ou de service(s) administré(s) par le gestionnaire ;
- Lorsque les objectifs ne sont pas atteints ;
- En cas de sur ou sous-activité.

Toute modification apportée au présent Contrat et ses conséquences seront réputées, en l'absence d'un avenant, nulles et non avenues.

ARTICLE 8. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT

Le présent Contrat est conclu pour une durée de cinq ans.

Il entrera en vigueur rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2026.

Cette durée initiale du Contrat pourra être prorogée pour une durée maximale d'un an, dans les conditions de formalités allégées décrites ci-après, au cours de laquelle le Contrat continuera de produire ses effets.

Au plus tard six mois avant l'échéance de la durée initiale, une partie souhaitant la prorogation simple du Contrat le notifiera aux deux autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester de la remise du document aux destinataires. Celles-ci auront deux mois pour signaler leur accord ou leur désaccord par les mêmes moyens. À défaut de réponse dans ce délai, l'accord de cette partie, pour la prorogation susvisée, sera réputé acquis. En cas de prorogation du CPOM, l'ensemble de ses dispositions initiales continueront de s'appliquer sauf accord contraire des parties faisant l'objet d'un avenant à l'issue d'une réunion du Comité de pilotage.

Si la décision de non-renouvellement du Contrat à son échéance est prise par l'une des parties lors de la réunion du Comité de pilotage de pré-bilan tenue au plus tard le 1^{er} octobre de la 5^e année de la durée initiale (ou de l'année de prorogation), elle devra être notifiée aux autres parties, par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester de la remise du document aux destinataires, avant le 31 octobre de la dernière année de validité du CPOM.

ARTICLE 9. RESILIATION DU CONTRAT

En cas de non-respect par l'une des parties d'un ou des engagements contenus dans le présent Contrat, ce dernier pourra être résilié par l'une des trois parties par lettre recommandée avec accusé de réception, et copie par mail, après mise en demeure de remédier au manquement, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet (en tout ou partie) pendant une période de 3 mois.

La résiliation du présent Contrat aura pour effet de replacer les parties dans le cadre de la réglementation budgétaire et tarifaire en vigueur pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux hors CPOM à compter du 1^{er} janvier de l'année civile suivant l'année de la date d'effet de la résiliation.

Par ailleurs, le présent Contrat sera résilié de plein droit, sans préavis, ni indemnité :

- En cas de liquidation judiciaire ou de dissolution de l'organisme gestionnaire ;
- En cas de retrait de l'autorisation de fonctionner.

ARTICLE 10. TRAITEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à chercher toute solution amiable en cas de désaccord sur l'exécution ou l'interprétation du présent Contrat.

A défaut d'accord amiable, le différend pourra être porté devant la juridiction compétente.

ARTICLE 11. LISTE DES ANNEXES AU CPOM

Les annexes suivantes sont jointes au Contrat et sont opposables aux parties comme le corps du Contrat :

- Annexe n°1 : Orientations Départementales et diagnostic partagé
- Annexe n°2 : Spécificités du territoire
- Annexe n°3 : Les 7 fiches actions du CPOM 2026-2030
- Annexe n°4 : Planification des travaux des fiches actions du CPOM 2026-2030
- Annexe n°5 : Organigramme de l'AHAPS – Pôle prévention

Fait en cinq exemplaires, le

À

Le DEPARTEMENT de la SEINE-MARITIME,
Par son Président ou son représentant
par délégation

L'AHAPS,
Par son Président ou son représentant
par délégation

La commune du HAVRE,
Par son Maire
ou son représentant
par délégation

La commune de MONTIVILLIERS,
Par son Maire
ou son représentant
par délégation

La commune de BOLBEC,
Par son Maire
ou son représentant
par délégation

Annexes

Annexe 1

Orientations Départementales et diagnostic partagé :

Le besoin repéré et partagé des publics

- Confirmer l'intervention de la prévention spécialisée auprès des adolescents et jeunes majeurs de 11 à 21 ans ;
- Le travail de rue : il constitue l'une des spécificités de la prévention spécialisée ; il est donc important de réaffirmer cet outil et d'assurer une présence des équipes en travail de rue, présence sociale afin d'aller vers les jeunes en voie de marginalisation et leurs familles ;
- Interventions (individuelles et collectives) de la prévention spécialisée auprès du public ;
- Favoriser l'insertion sociale et professionnelle, l'accès à la formation et à l'emploi des jeunes par un accompagnement adapté en fonction des profils en lien avec les acteurs concernés ;
- Soutenir les familles des jeunes suivis en accompagnement individuel dans leur rôle éducatif ;
- Initier, élaborer, expérimenter et développer des actions construites avec les partenaires locaux afin de répondre aux besoins du territoire ;
- Resserrer et/ou développer les partenariats avec le secteur éducatif : l'Éducation Nationale, les associations d'éducation populaire, les services jeunesse, etc. ;
- Contribuer aux actions institutionnelles sur le territoire d'intervention afin d'élaborer des réponses adaptées au public.

Ces orientations Départementales ont vocation à être déclinées en orientations locales au regard des besoins et spécificités des territoires. Au-delà, il s'agit d'élaborer avec l'ensemble des acteurs locaux concernés des réponses concertées lors des instances de concertation.

Aussi, les articulations, les coopérations et le travail en réseau doivent être poursuivis et renforcés.

Il a été également soulevé dans un diagnostic partagé entre les services du Département et avec les communes cosignataires les éléments suivants :

- Priorisation du public : il est observé globalement un rajeunissement du public confronté aux difficultés, aussi il est demandé aux services de prévention spécialisée une prise en considération des adolescents les plus jeunes. (exemple du sujet de la violence sexuelle qui concerne des jeunes dès 12 ans et pour lesquels une mission de repérage est demandée aux services de prévention spécialisée) ;
- Le travail de rue avec une attente particulière d'une action des professionnels aux abords des établissements (et plus ponctuellement dans les établissements comme les collèges par exemple) ;
- Le numérique est également un axe de travail à prendre en compte dans les pratiques professionnelles ;

- Les services de prévention spécialisée sont un relais en tant que facilitateurs vers les dispositifs de droit commun ;
- Adapter les horaires aux besoins spécifiques et aux actions menées ; les horaires de présence dans la rue sont à adapter aux horaires de présence des jeunes, sur les temps de soirée et de week-ends, selon la saisonnalité également.

Des groupes de travail réunis en 2025 et composés de représentants du Département, des communes et des associations porteuses des services de prévention spécialisée ont permis de partager ce diagnostic et de travailler collectivement à l'élaboration des objectifs du CPOM.

Annexe 2

Spécificités pour chaque territoire et objectifs opérationnels révisables annuellement sur la durée du CPOM :

L'implantation des actions de prévention spécialisée sera revue annuellement afin d'adapter les besoins recensés sur chaque commune, actualisée si besoin en Comité de pilotage.

- ❖ Concernant le Havre, les quartiers d'interventions seront révisés annuellement par le Comité de suivi. Ils pourront évoluer selon les besoins identifiés sur le territoire.

En préambule du chapitre I dudit CPOM « en concertation avec les communes signataires », il est précisé :

La Ville du Havre s'attache à répondre aux besoins des habitants de son territoire par les actions qu'elle mène ou soutient, en conformité avec les orientations du projet d'innovation sociale Le Havre Ensemble et dans le cadre de ses politiques publiques.

Elle porte en particulier une politique publique, Jeune au Havre, dont l'objectif majeur est de favoriser l'émancipation des jeunes havrais autour de quatre axes :

- L'engagement ;
- La réussite ;
- L'épanouissement ;
- La prévention des conduites délictueuses.

C'est à ce titre que la Ville soutient, en complément de ses propres actions, l'action de prévention spécialisée portée par le Département, au regard de sa cible et de ses pratiques professionnelles. La priorité de la Ville en matière de public de la prévention spécialisée se porte sur les adolescents et les jeunes, le repérage pouvant concerner une tranche d'âge plus large.

En complément du chapitre I, article 4.3 dudit CPOM, sur la participation des communes et la modalité de versement, la commune du Havre précise :

L'engagement financier de la Ville du Havre pour l'Organisme gestionnaire est fixé à 71 000 € au titre de 2026.

Il constitue le montant maximum reconductible pour la durée du CPOM, sous réserve du vote des crédits au budget primitif de chaque année. Ce montant ne saurait être supérieur à 10% du financement apporté par le Conseil Départemental et serait donc revu en cas de diminution des financements Départementaux.

Pour les comités de suivi / copil, la dénomination « professionnels en charge de la prévention spécialisée » (pour les communes) ne nous apparaît pas exacte pour Le Havre où la prévention spécialisée est portée par l'AHAPS, la dénomination est « cadres en charge du dossier de la prévention spécialisée pour la collectivité ».

Les territoires d'intervention :

- 1 - Nord - Ouest : Bois de Bléville, Mont Gaillard, Mare Rouge, Bléville
- 2 - Sud : Eure, Vallée Bereult
- 3 - Caucriauville

- ❖ Concernant la commune de Montivilliers, les interventions ont lieu sur l'ensemble du territoire de la commune.

Le financement a été de 20 979 € en 2025, en attente du vote pour 2026.

- ❖ Concernant la commune de Bolbec, le montant alloué chaque année dans le cadre de la subvention à l'AHAPS est de 22 500€, la commune de Bolbec à ce jour ne peut s'engager sur le montant pour l'année 2026, cette somme étant soumise chaque année au vote du budget, voté par le Conseil municipal généralement en avril.

La collaboration entre la ville et l'AHAPS est influencée par les cellules de veille du CLSPD et l'actualité de la ville. Ainsi, une discussion régulière entre le chef de service AHAPS et les élus permet d'orienter le cas échéant le travail de rue et les projets au regard de l'évolution des besoins locaux.

Annexe 3

Les 7 fiches action du CPOM

Fiche Action N° 1 Promouvoir les actions de la prévention spécialisée comme facilitateur d' <u>ouverture</u> citoyenne, culturelle et sociale des jeunes et de leur famille	
Département de la Seine-Maritime, Direction Enfance Famille	
Constat / diagnostic	<p>Il est constaté une augmentation de situations de jeunes cumulant les difficultés sociales, éducatives, culturelles, santé ainsi qu'une augmentation du nombre de mineurs pris en charge par l'aide sociale à l'enfance.</p> <p>Les problématiques identifiées sont multiples, parmi lesquelles : le décrochage du système scolaire, les addictions, l'accès à l'emploi, l'accès à la citoyenneté, à la culture, ...</p>
Objectifs opérationnels	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir l'ouverture citoyenne, culturelle, inclusive et sociale des jeunes • Permettre un relais de médiatisation • Participer à la lutte contre le décrochage scolaire • Favoriser l'intégration des jeunes dans les dispositifs de droit commun (mission locale, formation, emploi, loisirs, etc.)
Description de l'action	<p>Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Accès à la culture, au sport, aux sorties, à la nature > Visites d'entreprises, rencontres de professionnels et/ou de personnes ressources > Séjours de rupture > Chantiers éducatifs
Identification des acteurs à mobiliser	Services de prévention spécialisée en lien avec les dispositifs de droit commun des territoires.
Calendrier prévisionnel	Voir planification 2026-2030
Indicateurs quantitatifs et qualitatifs de mise en œuvre de l'action	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nombre de jeunes suivis en situation de décrochage scolaire ○ Nombre de jeunes orientés et suivis à la mission locale ○ Nombre de jeunes orientés et suivis en formation ○ Nombre de jeunes inscrits dans un dispositif culturel ou de loisir
Points de vigilance	Les missions de la prévention spécialisée se réfèrent au Code de l'Action Sociale et de la Famille.

<div>Fiche Action N° 2</div> <div>Améliorer le repérage et l'orientation des jeunes en situation de <u>vulnérabilité</u></div>	
Département de la Seine-Maritime, Direction Enfance Famille	
Constat / diagnostic	<p>Dans l'adaptation des services aux problématiques émergentes, les services de prévention spécialisée constatent une augmentation des jeunes en situation de handicap, sans prise en charge médico-sociale (par exemple, avec notification d'un accompagnement séquentiel du fait de la complexité ou en attente de prise en charge ou sans notification).</p> <p>Plus globalement, l'adaptation des pratiques des professionnels au public en constante évolution suppose des plans de formations renouvelés.</p>
Objectif opérationnel	Détecter et accompagner les jeunes et s'adapter aux problématiques émergentes
Description de l'action	<p>> Former les professionnels pour repérer et (ré)orienter les jeunes (formations premiers secours en santé mentale, vie affective et sexuelle, prévention au suicide, trouble du neurodéveloppement, lutte contre l'exploitation sexuelle, etc.)</p> <p>APP et supervision</p>
Identification des acteurs à mobiliser	<p>MDA, services ASE (CRIP, unité ASE), PRH, ...</p> <p>Services de prévention spécialisée</p>
Calendrier prévisionnel	Voir planification 2026-2030 / 2 ^e sem 2027- 1 ^{er} sem 2028
Indicateurs quantitatifs et qualitatifs de mise en œuvre de l'action	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nombre de formations et/ou APP suivies par thématique ○ Nombre de professionnels formés par thématique ○ Nombre de partenariats formalisés par thématique ○ Disposer des indicateurs qualitatifs et quantitatifs / thématique (soin, culture, formation, ...)
Points de vigilance	Les services de prévention spécialisée orientent vers un maillage avec le système de soins.

Fiche Action N° 3 Adapter les pratiques professionnelles à l'évolution des besoins du public : ouverture à l' <u>espace numérique</u>	
Département de la Seine-Maritime, Direction Enfance Famille	
Constat / diagnostic	<p>La libre adhésion et l'intervention sans mandat de prescription sont les principes de la prévention spécialisée.</p> <p>Les modalités d'intervention de la prévention spécialisée (travail de rue, les temps de présence sociale et les actions collectives) permettent d'aller vers les jeunes.</p> <p>Toutefois, l'utilisation des réseaux sociaux vient impacter les pratiques professionnelles et les risques auxquels sont exposés les jeunes (harcèlement, exploitation sexuelle, ...) avec la nécessité de mettre en place des maraudes virtuelles pour aller à la rencontre des jeunes.</p>
Objectif opérationnel	<p>> Mise en place des actions de prévention, d'accompagnement et de prise en charge des mineurs par les services de prévention spécialisée dans le cadre des maraudes numériques afin d'intensifier « l'aller vers ».</p> <p>> Les travaux sur la prévention spécialisée menés par la HAS en 2025-2026 seront également pris en compte pour les axes de travail de cette fiche.</p>
Description de l'action	<p>> Mettre en place une permanence dans l'espace numérique sur des créneaux précis (en journée et en soirée) pour exercer une mission de veille et de sensibilisation complémentaire des rencontres dans le cadre du travail de rue.</p> <p>> Participer au repérage du public vulnérable sur les réseaux sociaux.</p>
Identification des acteurs à mobiliser	<ul style="list-style-type: none"> ○ MDA : maisons des adolescents ○ Services habilités en protection de l'enfance ○ Services de prévention spécialisée
Calendrier prévisionnel	Voir planification 2026-2030 / 2027
Indicateurs quantitatifs et qualitatifs de mise en œuvre de l'action	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nombre de maraudes numériques réalisées (en heures) ○ Nombre de jeunes différents contactés via les maraudes numériques ○ Nombre de jeunes différents vulnérables repérés via les maraudes numériques
Points de vigilance	Maintenir un temps de présence de travail de rue également essentiel à l'action de la prévention spécialisée

Fiche Action N° 4

Harmoniser et actualiser et les rapports d'activité

Département de la Seine-Maritime, Direction Enfance Famille

Constat / diagnostic	<p>Les rapports d'activité des services de prévention spécialisée sont hétérogènes. Le modèle qui avait été créé il y a plus de 10 ans est obsolète : son élaboration est chronophage et le résultat manque de lisibilité.</p> <p>Un nouveau modèle permettra de consolider les données sur les différents territoires (suivi éducatif, travail de rue et présence sociale, ...) et de contribuer à la valorisation de l'activité au sein des instances : dialogue de gestion et instances de pilotage.</p> <p>Des points forts sont à souligner :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les rapports sont alimentés par des vignettes cliniques ➤ Des focus sont mis en avant chaque année en fonction des sujets d'actualité ➤ Les actions et le travail des équipes sont mis en valeur
Objectifs opérationnels	<p>> Simplifier et rendre le rapport d'activité plus attractif et plus lisible</p> <p>> Intégrer l'évolution sur plusieurs années (mesures d'écarts)</p> <p>> Respecter un socle commun Départemental auquel une partie propre à l'association pourra être ajoutée pour mettre en avant certaines spécificités territoriales</p> <p>> Intégrer les indicateurs attendus par les financeurs, notamment dans le cadre des contractualisations avec l'Etat (Contrat Départemental de prévention et protection de l'enfance ; stratégie nationale de lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs)</p> <p>> Mettre en avant les problématiques émergentes.</p> <p>> Engager une réflexion sur l'outil de recensement de l'activité visant une interopérabilité.</p> <p>> Production du rapport d'activité (N-1) au plus tard le 30/4 de l'année N</p> <p>-----</p> <p>Etape 1 : Les différents rapports annuels (suivi CPOM, activité, financier, ...) sont transmis aux financeurs pour le 30/4, également avec une synthèse</p> <p>Etape 2 : Les COTECH et COPIL auront lieu entre le 2^e et le 3^e trimestre.</p> <p>Etape 3 : L'instance de la prévention spécialisée aura lieu courant septembre afin d'être plus réactif pour anticiper l'activité à venir.</p>
Description de l'action	> Concevoir, participer, animer un groupe de travail en vue d'élaborer une trame de rapport commune et définir les indicateurs retenus.
Identification des acteurs à mobiliser	<ul style="list-style-type: none"> - Les services de la prévention spécialisée - Le Département
Calendrier prévisionnel	Mise à jour de la trame de rapport d'activité en 2026 pour une mise en œuvre en 2028 (sur l'activité 2027).

Indicateurs quantitatifs et qualitatifs de mise en œuvre de l'action	<ul style="list-style-type: none">○ Nombre de réunion du GT « rapport d'activité prévention spécialisée »○ Nombre de participants aux réunions○ Mise en conformité des rapports d'activité / trame○ Enquête de satisfaction auprès des partenaires
Points de vigilance	<ul style="list-style-type: none">> Établir des indicateurs opérationnels afin de consolider les données de la prévention spécialisée sur le territoire.> Éviter un rapport chronophage.

Fiche Action N° 5
 Révision du référentiel Départemental de la prévention spécialisée

Département de la Seine-Maritime, Direction Enfance Famille

Constat / diagnostic	<p>Il existe, en Seine-Maritime, un référentiel Départemental de la prévention spécialisée 2010-2014 qui fait toujours référence.</p> <p>Par ailleurs, la Haute Autorité de Santé travaille actuellement sur des recommandations en prévention spécialisée pour améliorer l'accompagnement des jeunes, dont la publication viendra alimenter les travaux de mise à jour du référentiel (fin des travaux sur 2026, puis sortie du rapport sur fin 2026-2027).</p>
Objectif opérationnel	<p>> Participer à l'adaptation du référentiel Départemental de la prévention spécialisée au regard de l'évolution des besoins du public, des pratiques professionnelles et de la gouvernance</p> <p>> Mettre en valeur le socle commun du cadre d'exercice des professionnels au plan Départemental</p>
Description de l'action	<p>> Définir les modalités d'interventions adaptées aux profils émergents et à la réalité de terrain tout en conservant les spécificités métiers de la prévention spécialisée</p>
Identification des acteurs à mobiliser	<ul style="list-style-type: none"> - Services de prévention spécialisée - Direction enfance famille
Calendrier prévisionnel	<p>Voir planification 2026-2030 / 2028-2029</p>
Indicateurs quantitatifs et qualitatifs de mise en œuvre de l'action	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nombre de réunions du GT « révision du référentiel prévention spécialisée » ○ Nombre de participants au GT ○ Mise à jour effective du référentiel
Points de vigilance	<p>Garantir une prise en compte des principes et des modalités d'intervention spécifiques de la prévention spécialisée.</p>

Fiche Action N° 6

Établir une cartographie des partenariats de la prévention spécialisée

Département de la Seine-Maritime, Direction Enfance Famille	
Constat / diagnostic	<p>Les services de prévention spécialisée, en tant que relais vers le droit commun, inscrivent leurs actions dans un maillage partenarial.</p> <p>A ce titre, ils développent une connaissance utile à mutualiser, notamment avec les CMS et les unités ASE / service MNA.</p> <p>La connaissance des dispositifs existants en faveur du jeune favorise la complémentarité des acteurs et évite la superposition des interventions.</p>
Objectifs opérationnels	<p>> Identifier et recenser les acteurs de l'accompagnement des jeunes sur les territoires</p> <p>> Disposer d'une cartographie comme vecteur de communication</p>
Description de l'action	> Lister les partenariats par thématique / spécificités des territoires / connus et utilisés par les services de prévention spécialisée.
Identification des acteurs à mobiliser	Organismes de prévention spécialisée Département (DEF / UTAS / DPSE)
Calendrier prévisionnel	Voir planification 2026-2030
Indicateurs quantitatifs et qualitatifs de mise en œuvre de l'action	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nombre de réunions avec les partenaires ○ Nombre de participants ○ Cartographie des partenaires ○ Nombre d'orientations pour chaque dispositif / partenaire
Points de vigilance	<p>Lisibilité de l'outil</p> <p>Saisir l'avis du cabinet CD76 pour en faire un document à diffuser en externe</p>

Fiche Action N° 7 Consolider l'implication des acteurs de la prévention spécialisée dans la <u>gouvernance</u> Départementale et territoriale	
Département de la Seine-Maritime, Direction Enfance Famille	
Constat / diagnostic	Des instances de pilotage de l'activité sont organisées sur le territoire Départemental : - Comités de pilotage locaux à l'échelle de l'UTAS - Plénières Départementales - Comité de pilotage Départementaux consistant en des dialogues de gestion avec la DEF/ASE organisés avec chaque organisme
Objectif opérationnel	Coanimation et participation systématique des acteurs de la prévention spécialisée aux instances de pilotage Départementales
Description de l'action	> Consolidation des comptes-rendus d'activité par les services de la prévention spécialisée avant les instances > Participation des organismes de prévention spécialisée à l'animation des comités de pilotages locaux et Départementaux > Avancer les COTECH et COPIL afin d'anticiper les objectifs annuels > Mise en place de Comités annuels de SUIVI et de PILOTAGE CPOM
Identification des acteurs à mobiliser	Services de prévention spécialisée Les UTAS La DEF Les villes Les partenaires locaux Métropole de Rouen
Calendrier prévisionnel	Voir planification 2026-2030 / 2026
Indicateurs quantitatifs et qualitatifs de mise en œuvre de l'action	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nombre de comités de pilotage locaux ○ Nombre de plénière Départementale ○ Cible : COTECH et COPIL entre fin 2^e et 3^e trimestre (rapport d'activité au plus tard le 30/4), puis instance prévention spécialisée courant septembre-octobre au plus tard.
Points de vigilance	

Annexe 4

PLANIFICATION DES TRAVAUX DES FICHES ACTIONS DU CPOM 2026-2030

- Fiche action 1 - Promouvoir les actions de comme facilitateur d'ouverture citoyenne, culturelle et sociale
- Fiche action 2 - Améliorer le repérage et l'orientation des jeunes en situation de vulnérabilité
- Fiche action 3 - Adapter les pratiques professionnelles à l'évolution des besoins du public : ouverture à l'espace numérique
- Fiche action 4 - Harmoniser et actualiser les rapports d'activité
- Fiche action 5 - Révision du référentiel Départemental de la prévention spécialisée
- Fiche action 6 - Etablir une cartographie des partenariats
- Fiche action 7 - Consolider l'implication des acteurs de la prévention spécialisée dans la gouvernance Départementale et territoriale

2026		2027		2028		2029		2030	
1er sem	2e sem	1er sem	2e sem	1er sem	2e sem	1er sem	2e sem	1er sem	2e sem
GT 4	LIV 4		GT 2	LIV 2	GT 6	LIV 6			
GT 7	LIV 7	GT 3	LIV 3		GT 1	LIV 1			
					GT 5		LIV 5		

GT = début des travaux
 LIV = livrable de la fiche action

* Cette planification pourra être actualisée annuellement en comité de pilotage CPOM.

Annexe 5 Organigramme de l’AHAPS – prévention spécialisée

Le Pôle Prévention

Stéphane BESORY, Directeur de Pôle, 06.65.52.43.22

Pascal AUVRAY

Chef de service 06.60.02.93.61

Accompagner, protéger, prévenir,
 une action sociale engagée au cœur des parcours de vie.

Sylvie LEPROVOST

Cheffe de service 06.60.39.93.50

Equipe Bolbec

HERVEIC Gaël
06.62.43.23.38
 Educateur spécialisé

LUCE Arnaud
06.65.52.68.36
 Educateur Spécialisé

CHARBONIER Razeka
 Educatrice spécialisée
 (en reconversion infirmière)

Equipe Montivilliers

PERSON Erwan
06.23.41.45.25
 Educateur spécialisé

JONCQUET Mélissa
06.58.45.45.74
 Monitrice éducatrice

Equipe Caucriauville

YOUSFI Morouane
07.12.45.74.89
 Educateur spécialisé

AUGER Célia
06.89.45.36.58
 Conseillère Insertion
 Professionnelle

Equipe Nord-ouest

DJIBRIL Cissé Bakary
06.60.03.94.40
 Educateur spécialisé

FAFIN Emmanuel
06.98.44.81.06
 animateur socio culturel

POUPEL Daniel
06.69.14.04.08
 Educateur

KADI Sana
06.70.24.57.51
 Educatrice

ZEGHOUDI Bénamar
06.62.88.67.27
 Educateur

Equipe Quartier sud

BAILLEUL Maud
06.49.24.17.48
 Educatrice Spécialisée

LEVEQUE Julie
07.87.35.07.13
 Educatrice spécialisée

MAGASSA Oumar
06.76.34.39.88
 Moniteur éducateur

